



Les dépenses de com' du Conseil général encore pointées du doigt par la droite

(14/12/2010 19:00)

« Stop à la gabegie ! » Les élus de droite pointent une nouvelle fois dans un communiqué les dépenses de communication de la majorité de gauche au Conseil général. Ils dénoncent *« une facture plus salée que les routes en ces temps de neige. »* En cause notamment, l'explosion du quota de communiqués de presse entre mars 2008 et décembre 2009, pourtant limités par contrat à 30 par an. A cela s'ajoute, selon l'Union pour le Val d'Oise, une dépense de 163 000 euros en communication externe sur la période 1er août – 30 septembre de cette année.

Alors que les finances du département sont au plus mal, les élus de l'opposition dénoncent une nouvelle fois les dépenses de l'instance départementale en matière de communication. Premier grief : le non respect d'un contrat entre le 1er avril 2008 et décembre 2009, date de rupture de ce contrat. Conclu en 2005, ce contrat avec une société spécialisée dans la diffusion de communiqués de presse prévoyait, selon l'UVO, une prestation de cette société à hauteur de 30 communiqués de presse par an. *« Si l'ancienne majorité Union pour le Val d'Oise respectait les termes du contrat et s'en tenait sagement à l'émission de 30 communiqués par an, la « majorité » socialiste et communiste a, elle, explosé ce quota, et se retrouve aujourd'hui dans l'obligation de passer à la caisse, via un protocole transactionnel, pour régler la facture »* expliquent les élus de droite dans un communiqué. Ainsi sur cette période d'un an et demi, le Conseil général aurait dû, selon les termes du contrat, émettre au maximum 60 communiqués. *« Or il en a émis 131, soit 71 de trop ! s'insurge l'UVO. C'est tout simplement une preuve de plus de l'explosion de l'activité de « comm » du Conseil général. »*

« Un éclairage cru sur ce que fait la « majorité » des Valdoisiens »

Autre exemple de ces dépenses pointées du doigt par les élus de droite : la période allant du 1er août au 30 septembre. L'opposition estime que le département a dépensé 163 000 euros en communication externe durant ces deux mois. Elle détaille : *« 80 000 euros en achat de pages de publicité dans des journaux », « 72 956 euros pour un contrat avec une agence de communication pour une mission bien vague de « valorisation de l'image du département » », et enfin la « campagne partisane du Ticket de caisse » avoisinerait « les 10 000 euros rien qu'en timbres-poste. »*

« Ajoutez à cela les divers contrats d'impression, les colloques organisés, les distributions de flyers ou les renouvellements des affiches géantes à proximité des gares, poursuit l'UVO. Ajoutez encore les traitements perçus par les fonctionnaires du service « com » du CG, vous obtenez une facture plus salée que les routes en ces temps de neige. »

Alors que les élus de l'Union pour le Val d'Oise se sont vus refuser une enveloppe de 100 000 euros supplémentaires pour le dispositif des bourses d'aide à l'insertion professionnelle des jeunes Valdoisiens, « faute de crédits », ils s'interrogent aujourd'hui sur les réelles raisons de ce refus.

La majorité de gauche au Conseil général, contactée par téléphone, n'a pas souhaité répondre aux accusations du groupe UVO.

http://www.vonews.fr/article_11856

©vonews - Dec 2010